



Communiqué

Législatives : il est minuit moins une !

Ce week-end aura lieu le 2nd tour des élections législatives qui pourraient permettre à l'extrême droite d'accéder au pouvoir.

Nos organisations syndicales ne peuvent pas rester insensibles face aux menaces qui pèsent, notamment, sur les services publics, la justice, les organisations syndicales, les médias et la société civile. Les attaques contre le Syndicat de la magistrature, qui est dans le collimateur de l'extrême-droite depuis de nombreuses années, ont aujourd'hui un écho particulier.

Plus grave encore, la forte poussée de l'extrême droite a libéré la parole raciste, comme le montrent de nombreux événements survenus récemment. Les droits des femmes et des minorités de genre sont en danger.

Nous revendiquons :

- La défense des services publics dont celui de la justice ;
- La défense des libertés syndicales ;
- La défense des droits des femmes et des minorités ;
- La réforme du statut du parquet pour le rendre véritablement indépendant ;
- Une augmentation du pouvoir d'achat par l'augmentation du SMIC, la revalorisation des salaires, du point d'indice et des grilles indiciaires.

La situation est trop grave pour rester indifférent.e.s. Ainsi, nous ne nous sommes pas présentés pas au CSA-M du 28 juin. Dans ce contexte plus que jamais, nous nous refusons à participer comme si de rien n'était à un dialogue social simulé, comme nous nous sommes refusés à poser sur les photos de la signature des accords égalité professionnelle et protection sociale complémentaire, érigeant le ministre de la Justice en sauveur d'une situation que son gouvernement a contribué à créer.

Nous appelons plutôt nos collègues à se mobiliser contre l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite et pour un changement radical de la société. En particulier, nous défendons une conception de la justice fondée sur la garantie des libertés et de l'égalité de tous et toutes devant la loi.

A Paris, le 2 juillet 2024